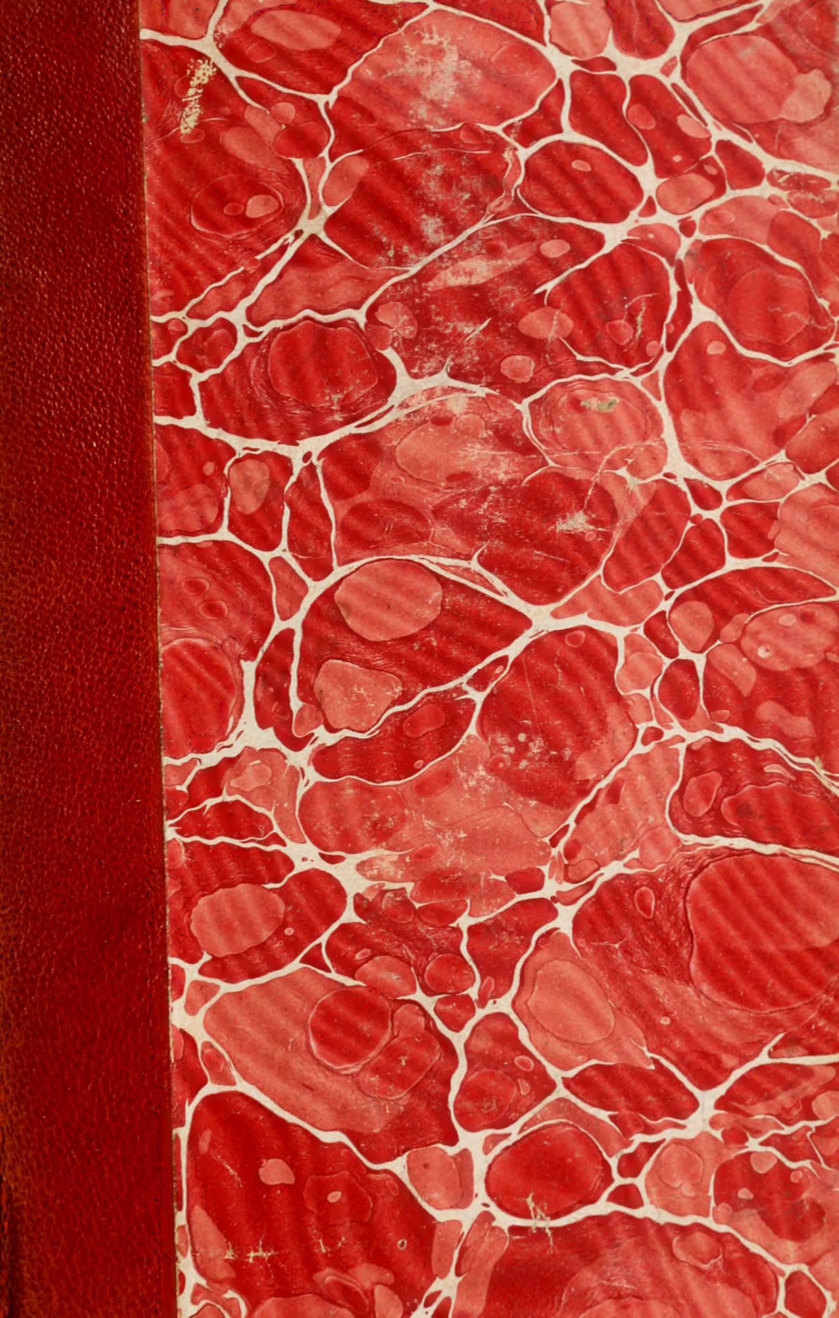






Les Allemands à Compiègne

SEPTEMBRE 1914

DU MÊME AUTEUR

La vallée du Moyen Niger et la Haute Guinée, 1 vol. in-18.

Dans la Haute Guinée, Journal de route, orné de 15 gravures photographiques dans le texte, 1 vol. in-18 (épuisé).

Étude sur les populations Bambaras, brochure in-8° (épuisé).

L'or dans la vallée du Sénégal, brochure in-8°. 11e édition.

La Côte d'Ivoire, 1 vol. in-8°. Émile Larose, édit. (*Sous presse*).

ROMANS

La dernière bêtise, 1 vol. in-3.

Evelyne Lobster, 1 vol. in-18.

HISTOIRE

Le général de la Horie (1766-1812), 1 vol. in-18.

Notes sur la Campagne de Russie en 1812, brochure in-8°.

Les fonctionnaires du Premier Empire, brochure-in-8°.

Épisodes de la Révolution de 1830, brochure in-8°.

Épisodes de l'Invasion de 1814-1815, brochure in-8°.

Une Abbaye d'autrefois (St-Corneille de Compiègne), brochure in-8°.

L'instruction publique et les Assemblées de la première Révolution, brochure in-8°

Une commune de l'Oise pendant l'invasion de 1814-1815, brochure in-8°.



De la déchéance en matière d'invention, 1 vol. in-8°. Larose et Forcel, éditeurs.

85-15. — St-Germain-lès-Corbeil. Imp. F. LEROY.

Louis LE BARBIER

Les Allemands à Compiègne

SEPTEMBRE 1914

JOURNAL D'UN OTAGE

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, rue Victor-Cousin, 11

1915

A ma fille.

Tu me demandes, mon enfant, de te raconter les événements dont Compiègne fut le théâtre pendant l'occupation allemande, événements dont je fus spectateur, et dans lesquels j'eus même à jouer à certains moments une figuration. Je veux bien, en te prévenant toutefois, que tu trouveras mon récit bien peu mouvementé. Grâce à Dieu nos concitoyens n'ont pas vécu les jours tragiques que traversèrent nos voisins de Soissons, Creil, ou Senlis, ou même des villages plus rapprochés comme Choisy, Ribécourt et tant d'autres, car leur ville fut, presque miraculeusement, préservée. Cela dit — et je devais t'avertir — je commence :

Les Allemands à Compiègne en 1914

Qui n'a pas vu Compiègne dans les premiers jours du mois d'août 1914 peut difficilement se faire une idée exacte de l'agitation fébrile à laquelle furent en proie les habitants de notre cité pendant la période qui commença au moment où fut affiché l'ordre de la mobilisation générale, et qui dura deux ou trois semaines. Il y en avait du mouvement dans les rues ! des uniformes, du panache, de l'enthousiasme, des cavaliers, des voitures, des automobiles, des bicyclettes et des piétons. Tout le monde parmi les civils était nerveux et affairé. Les officiers de la garnison et les militaires de tous grades rejoignant leurs régiments étaient plus calmes : mais les pékins ! comme ils savaient s'agiter !

Le remue-ménage commençait de bonne heure. Vers les huit heures les « grandes commissions » se réunissaient à l'Hôtel de Ville dans la salle des

délibérations du Conseil municipal. On voyait arriver, par petits groupes ou isolément, les Conseillers municipaux, et les personnages importants de la ville, mélangés à ceux qui voulaient passer pour tels. Et chacun de ces messieurs arborait fièrement le brassard, signe distinctif de la charge qu'il avait sollicitée ou acceptée. Il y avait les gens du « ravitaillement » préposés à la subsistance de tous les citoyens, et ceux du « logement » auxquels incombait le soin de répartir équitablement chez les habitants les militaires de passage d'abord, et peu après les expulsés de la frontière ou les réfugiés qui ne tardèrent pas à envahir la ville. Chaque groupe se subdivisait en plusieurs sous-commissions, et chacune de celles-ci avait son président, ses vice-présidents, secrétaires, archivistes, avec aussi quelques membres plus ou moins actifs. On parlait beaucoup aux réunions de huit heures — et on agissait aussi après la parlote générale : chacun était plein d'ardeur et de dévouement. — C'était vraiment très bien.

Après la séance plénière, messieurs les commissaires s'en allaient à leurs occupations officielles ou privées, et promenaient leurs brassards dans les rues de la ville, principalement dans les plus fréquentées. Ils se croisaient à d'autres porteurs d'insignes patriotiques, car c'est étonnant le nom-

bre de personnages distingués, tous ornés d'un éclatant emblème distinctif, que Compiègne avait pu, en quelques heures, réunir dans son sein.

C'était à croire qu'il n'en devait plus rester pour les autres villes de France. Il y avait les brassards verts réservés aux grosses légumes. membres des commissions départementales ou de la guerre, — des seigneurs bien en cours, appuyés en haut lieu ceux-là, et ayant eu le talent de faire grassement rémunérer leur activité : les bleus attribués aux modestes agents volontaires de la police municipale. Ceux des employés des P. T. T., du service des Ponts et Chaussées, des douanes, des agents de la compagnie du Nord, ces derniers blancs, roses, jaunes, avec toutes sortes de distinctions techniques, un peu obscures pour le passant, mais agréables tout de même à l'œil. On rencontrait aussi les attributs des deux groupes de la Croix-Rouge, dont la fusion se fit d'elle-même en ces jours troublés. Les personnages attachés à ces services étaient légion. Il y avait des directeurs, des administrateurs, des médecins, des pharmaciens, des infirmiers, des brancardiers, et des dames, beaucoup, énormément de dames, infirmières ou ambulancières, diplômées ou simples volontaires — souvent jolies — et toujours élégantes. C'était à tel point qu'on aurait pu compter en ville les femmes qui n'avaient pas

arboré les brassards ou les croix. Tout le temps on était dépassé, rencontré, parfois même bousculé par de gracieux jeunes gens au pantalon kaki, au dolman bleu et au coquet bonnet de police incliné sur l'oreille : c'étaient les gentlemen attachés aux hôpitaux et ambulances. Ils circulaient, rapides, affairés, qui à pied, qui à bicyclette, qui conduisant à grandes guides des charrettes réquisitionnées et bondées de lits, de matelas, de draps, de meubles, destinés aux blessés. A ces personnages presque officiels s'ajoutaient, sans aucun droit ni titre, mais uniquement sans doute pour ne pas se faire remarquer, ceux qui arboraient des brassards tricolores ou de différentes couleurs et des drapeaux ou des insignes prétendus patriotiques. Le beau soleil éclairait toutes ces martiales figures et chauffait les enthousiasmes. On se serait cru dans une grande ville du midi tant le ton des conversations était élevé. L'accent manquait, mais on sentait que le cœur y était. On trouvait généralement ce spectacle très touchant, très beau, et indicatif d'une mâle détermination à supporter sans faiblir les plus terribles épreuves.

*
* *

Cela dura trois semaines environ, un peu plus

un peu moins. Malgré le grand nombre des Croix-Rouges les hôpitaux s'installaient : il n'y avait pas encore de blessés mais chaque jour on espérait en recevoir. En attendant on allait en bande voir passer les trains : ceux qui emmenaient des troupes sur le front d'abord, et ensuite ceux qui ramenaient les premières victimes de la guerre.

La gare, dans ces occasions, était envahie par les dames aux corsages légers et par tous les jeunes gens porteurs des brillants brassards ou uniformes des ambulances, à tel point qu'il fallut bientôt mettre un peu d'ordre dans ce beau zèle et interdire l'accès des quais à bien des gens. La ville reçut ensuite des réfugiés italiens expulsés des mines de l'Est, deux mille environ, pour lesquels on créa des logements sur le terrain jadis consacré aux apothéoses des fêtes Compiègnoises. La direction de ce service fut confiée à un ancien capitaine de cavalerie, G. de Moussac, qui créa un camp modèle, dont le coût fut peut-être un peu élevé mais dont l'organisation ne laissait presque rien à désirer. Pour récompenser ses services, la ville reconnaissante parla de faire rétablir, en l'honneur de son brillant capitaine, le grade un peu oublié mais fort honorable, de Mestre de camp..... puis il y eut les expulsés de Verdun, de l'Est, de Belgique, au

nombre de plusieurs milliers, qu'il fallut loger chez l'habitant, nourrir et ensuite répartir dans la ville ou dans les villages du canton.

L'enthousiasme du début commença dès lors à se nuancer d'une certaine inquiétude. Les réquisitions d'automobiles et de chevaux avaient déjà contrarié nombre de « baigneurs » : — ainsi nomme-t-on à Compiègne les élégants visiteurs de l'été. Ils quittèrent la ville, laissant en général peu de regrets après eux. Les départs successifs des régiments de la garnison avaient amené un grand vide et fait couler bien des pleurs, trop naturels, hélas ! Il ne resta bientôt plus que le 13ᵉ territorial qui s'entraînait aux sons d'une musique martiale, et un escadron de dépôt du 5ᵉ dragons. Puis les nouvelles devinrent moins bonnes malgré l'optimisme grandiloquent des communiqués du début. On parla à mi-voix de l'arrivée possible des Allemands dans la région, et les rangs de la population commencèrent à s'éclaircir tandis que le nombre des brassards et des insignes diminuait pour ainsi dire d'heure en heure. Enfin vinrent les jours tristes. On vit passer les gens de Belgique, du Nord, de la Somme, de l'Oise même, fuyant devant l'ennemi, apportant avec eux toutes les horreurs, toutes les tristesses de la guerre : et Compiègne se vida. Ce fut la panique irraisonnée : sans distinction de partis, de milieux, de fortune,

les citoyens abandonnaient leurs demeures. Le 30 août il restait de 3 500 à 4 000 habitants dans une ville qui en compte habituellement 17 000.

Elles étaient tristes alors les rues de la coquette cité. Plus d'uniformes, de voitures, d'automobiles ou de bicyclettes ; plus de brassards, sauf ceux de la police municipale, à peine quelques piétons rasant les murs. Les hôpitaux avaient été évacués ; les troupes étaient à la frontière. Partis également, par ordre, le sous-préfet, les fonctionnaires, le commissaire et toute la police, les magistrats, le personnel de la recette des finances, les employés de la poste, ceux de toutes les Administrations publiques. De ces personnages officiels, trois seulement étaient demeurés ; M. d'Agnel de Bourbon, directeur des Haras, M. Peiffer ancien conservateur des forêts qui avait repris ses fonctions au début de la guerre et M. Dumars, le juge de paix de Compiègne. Il restait aussi quelques conseillers municipaux auxquels se joignirent des citoyens de bonne volonté. — Beaucoup d'habitations privées et presque tous les magasins étaient fermés....

Et ce fut bien plus lugubre encore quand les Allemands eurent fait leur entrée dans la ville.

*
* *

Les dernières troupes alliées qui occupèrent

Compiègne, avant l'arrivée des Allemands, furent le 13e régiment d'infanterie territoriale, un escadron de dépôt du 5e dragons et l'État-major général anglais. Le maréchal French était arrivé le 28 août, et s'était installé au château, avec le luxe d'équipages que comporte le train habituel des armées de sa nation.

On avait beaucoup admiré les hommes, très gais, les voitures et les attelages. Néanmoins il était difficile de garder beaucoup d'illusions sur le sort qui nous était réservé. Le 29, l'encaisse métallique de la Banque de France fut évacuée, les titres déposés étaient déjà partis ; la recette des finances fut fermée, le service de la poste arrêté : le maréchal French fut obligé de faire installer le télégraphe et le téléphone de campagne. Presque tous les fonctionnaires prirent le train ce jour-là, ainsi qu'une grande partie du personnel des deux Croix-Rouges : on a dit que ce dernier départ avait eu lieu en vertu d'un ordre lancé par un haut dignitaire de cette administration passant à la gare : le fait n'est pas certain : en tout cas l'autorisation régulière fut donnée par le Président de la S. S. B. M. Les autres personnages officiels quittèrent Compiègne le lendemain.

Ce jour-là, 30 au matin, l'escadron du 5e dragons s'en alla. Le 13e territorial, le commandant d'armes, de même que le général French et son

état-major — ceux-ci se dirigeant sur Villers-Cotterets, disaient-ils — partirent dans l'après midi, ou le 31 de très bonne heure. Seuls restèrent quelques Anglais du génie, chargés de missions dont ils s'acquittèrent vers onze heures. On entendit à ce moment deux sourdes 'détonations : c'était le pont en face la rue Solférino, souvenir du roi Louis XV, et celui du chemin de fer de Soissons qui sautaient. L'opération fut d'ailleurs admirablement réussie. Les dernières troupes alliées quittèrent la ville qu'avaient abandonnée, au cours des deux dernières journées, presque tous ceux qui avaient l'intention de se sauver et qui n'avaient pas pu le faire auparavant. Le dernier train quitta la gare le 30 août au soir : le 31 au matin le service était arrêté ; il resta encore pas mal de gens qui auraient bien voulu s'en aller.

Le même jour, 31, les Allemands entrèrent dans Compiègne par deux côtés différents, car le pont de Choisy n'ayant pas été détruit, leurs troupes de cavalerie avaient passé la rivière à cet endroit. Deux officiers de hussards allemands venant de Margny traversèrent l'Oise dans une barque, et, sans aucune escorte, vinrent en parlementaires à la mairie. Chose extraordinaire et qu'on a peine à croire quand on ne l'a pas vue, ces Allemands furent acclamés par la population massée rue Solférino. On les avait pris, à cause de

leurs toques en peau de mouton, pour des officiers cosaques, et ils firent leur entrée dans la ville — assez amusés, semblaient-ils — aux cris répétés de : « Vive la Russie ! »

*
* *

Avant d'aller plus loin, il faut indiquer à quels éléments peu homogènes incombait à cette date, le soin de représenter l'autorité et les pouvoirs publics dans Compiègne.

Comme nous l'avons déjà dit, tout ce qui était fonctionnaires, gendarmerie, police, magistrature et services publics avait quitté la ville. En fait, tous les pouvoirs étaient dévolus à l'administration municipale. En temps normal Compiègne compte 27 conseillers municipaux, dont un maire et deux adjoints. Le maire, M. Fournier-Sarloveze, était sous les drapeaux ; capitaine de territoriale au 5e dragons, il avait dû suivre son régiment : on sait d'ailleurs que, depuis, il a dignement rempli son devoir, car il a pu obtenir d'être affecté à un service d'état-major qui, ne quittant pour ainsi dire pas le front de bataille, se trouve ainsi exposé au feu ennemi d'une façon presque ininterrompue. D'autres conseillers, MM. Legrand, Lefèvre, Sonnier et Noir remplissaient aussi leur service militaire. Il restait, pour administrer la ville, les deux

adjoints, M. le baron Henri de Seroux et M. H. Martin, puis, si nous ne faisons pas erreur, comme conseillers, MM. Poilane, Madeleine, Lecaux, Ancel, Devaux, Surmay, Colin, Cailleux et Moreau : les autres étaient absents. L'un d'eux, le Dr Thery, parti par ordre de la Croix-Rouge pour accompagner un général blessé, ne put pas rentrer à temps pour prendre sa place parmi ses collègues ; les autres avaient sans doute des occupations urgentes et des devoirs impérieux qui les avaient appelés loin de leurs électeurs. Pour combler ces vides et assurer une sorte de permanence de jour et de nuit. il fut constitué une commission municipale, composée des conseillers restants auxquels on adjoignit MM. Sacquin, Cru et Retou dont le dévouement, pour assurer le ravitaillement de la ville, s'était déjà affirmé et ne devait pas se démentir un seul instant. même dans les circonstances les plus difficiles, M. de Moussac, déjà nommé, M. Delaidde, comptable émérite, et le signataire de ces lignes qui, au début du mois d'août, avait porté son petit brassard comme tout le monde et avait en outre été d'abord chargé du soin d'héberger et de faire soigner cent trente vieillards évacués des hospices Sainte-Catherine et Saint-Hippolyte de Verdun, et en même temps d'assurer la nourriture de 13 à 1 500 bouches inutiles que l'on avait

également expulsées de Verdun et envoyées à Compiègne. A ce premier groupe s'adjoignirent des hommes de bonne volonté et résolus, qui se partagèrent le soin de veiller à l'exécution des mesures qui s'imposaient. Citons parmi eux M. Lacour, l'actif agent-voyer de la ville, M. Trouvé, le dévoué secrétaire, et le personnel de la mairie : M. de la Granville qui se montra en toutes circonstances prêt au travail, M. Piquet-Duc, toujours disposé à rendre service, M. Couttolenc qui, sans bruit et sans tapage fut si utilement dévoué. MM. Koecklin, J. de Magnienville, interprète et infirmier modèle, Roger Benoist, Le Bargy, Ginoulhac et d'autres encore, qui nous pardonneront de ne pas les citer mais dont le nom est présent à la mémoire de tous les Compiègnois. Notre confrère Mermet, du « Progrès de l'Oise » représentait la presse de la ville, du département et du monde entier, et prenait notes sur notes. On voyait aussi de temps à autre M. Dumars, le juge de paix toujours très affairé. Le bureau de bienfaisance, dont la mission devenait plus lourde de jour en jour, fut admirablement dirigé par M. Ouarnier et par M. Villette, le modèle des employés de ville présents, passés et futurs. tandis que MM. Surmay et Cailleux se chargeaient du fourneau économique. Il restait deux médecins : M. Wurtz dont le dévouement fut admirable

et pour lequel Compiègne n'aura jamais assez de reconnaissance, et M. Lucas qui l'aida de toutes ses forces. Un peu plus tard rentra, à travers les lignes ennemies, en pleine occupation allemande, le Docteur E. Warde, qui, très courageusement, vint se joindre à ses collègues. Quant à la police, elle fut dirigée et fort bien par M. Jules Lefèvre, opticien, qui fut nommé d'office commissaire central, spécial et extraordinaire et s'acquitta de sa tâche délicate entre toutes avec un zèle, un tact et un doigté auxquels tous les Compiègnois se plaisent à rendre hommage. Il avait sous ses ordres quelques agents volontaires qui ne ménagèrent ni leur temps ni leurs peines et qui ont bien mérité de leurs concitoyens. Citons parmi eux MM. Edgar Leger, Gaston Boieldieu, Auguste Lemaire, Georges Croisy, Marc, Gay, Sinot, auxquels venaient se joindre de temps à autres quelques volontaires de bonne volonté, comme M. de Bussy l'aîné. Il y avait eu au début des hostilités une garde civique se montant à une trentaine d'hommes, mais elle avait été dissoute avant l'arrivée des Allemands.

Telle était l'administration de fortune à laquelle incombait le redoutable devoir de soutenir les intérêts de la Ville et des particuliers. L'âme de ce groupe fut le premier adjoint, M. le baron Henri de Seroux qui, jour et nuit, malgré son âge, fut

sur la brèche, défendant pied à pied la cité et ses administrés contre les exigences allemandes, dépensant sans compter ses forces et sa santé et allant même jusqu'à risquer sa vie. Il y aurait bien des choses intéressantes à dire sur cette famille de Seroux que l'on retrouve sans cesse depuis le XIV[e] siècle, mêlée à tous les événements dont notre ville fut le théâtre : « sed non est hic locus ». — Reprenons notre récit.

*
* *

Les deux officiers de hussards allemands, venus en parlementaires, comme nous l'avons déjà dit, le 31 août vers les 5 heures du soir, furent reçus à la mairie par MM. de Seroux, Martin et Poilane. Ces messieurs écoutèrent les exigences de l'ennemi, affirmèrent qu'à leur connaissance il ne devait rester aucun soldat des troupes alliées, et déclarèrent que la ville — absolument ouverte — n'avait nullement l'intention d'entamer une lutte inutile : après quoi les parlementaires furent reconduits de l'autre côté de l'Oise : les deux adjoints les accompagnèrent.

J'avais assisté à l'entrevue et escorté ces Messieurs jusqu'à la rivière ; en revenant je me trouvai sur la place du Château en présence d'un peloton de ulhans arrêtés au coin de la rue Mounier.

Ces cavaliers étaient venus par la porte Chapelle et la rue d'Ulm.

Nous avions décidé, mon excellent ami, le baron de Bonnault et moi, de dîner chaque jour alternativement l'un chez l'autre, tant que dureraient les événements que nous sentions menacer Compiègne : c'était un moyen pour nous d'être moins isolés.

Ce soir-là, après un repas frugal et peu folâtre, nous allions faire un tour jusqu'à mon hôpital de la rue Vermenton — où étaient installés les vieillards de Verdun — quand, arrivés au coin du haras, j'entendis le roulement sourd assez lointain encore, d'une longue file de voitures et de canons défilant sur la route de Soissons. J'engageai de Bonnault à s'en aller chez lui, ce qu'il put faire sans mauvaise rencontre. Quant à moi, mon inspection terminée, je rentrai également. Je mettais la clef dans la serrure lorsque tournèrent au coin de la place du Château et de la rue d'Alger les premières voitures allemandes. Il était alors huit heures et demie. Les convois, plus ou moins rapprochés les uns des autres ne cessèrent pas de rouler sous mes fenêtres jusqu'à près de six heures du matin et je remarquai qu'il n'y eut pas une seule fois de l'hésitation sur la direction à prendre chez les officiers qui conduisaient ces batteries d'artillerie et ces convois de munitions. Le même défilé eut lieu

également pendant toute la nuit sur le boulevard du Cours.

Le lendemain, à sept heures, M. Henri de Seroux m'appela pour aller avec lui à la mairie ; nous fûmes bientôt rejoints par MM. Martin, Poilane, Madeleine et de Moussac. Il y avait en face de nous un certain nombre d'officiers allemands appartenant à l'intendance, aux pontonniers et à la cavalerie : immédiatement ils commencèrent à dicter les contributions de guerre dont ils frappaient la ville. La plupart de ces officiers se montraient polis. Il me souvient toutefois d'un petit jeune homme imberbe, lieutenant ou capitaine de ulhans, singulièrement agressif et insolent avec son casque sur la tète, son monocle à l'œil, et la cravache de laquelle il frappait alternativememt ses bottes et les tables en disant : « Je veux ceci, j'exige cela : c'est la guerre... » Puisse une balle française avoir depuis expédié dans un autre monde ce charmant jeune homme, digne représentant de l'orgueil et de la kultur germaniques. La perte n'aura pas été grande !

La matinée se passa en grande partie à discuter les prétentions allemandes. Il fallait leur livrer immédiatement : 15000 kg. de viande fraiche, 8000 kg. de viande fumée, 8000 pains de 1 kg. 500, 1 500 kg. d'avoine, 6 000 kg. de légumes verts, 40 quintaux de sel, 1000 kg. de café brûlé,

400 quintaux de farine, tout ce que l'on pourrait avoir de tabac, cigares et cigarettes, de chocolat et de biscuit, de la paille et une quantité fort appréciable de sucre.

Et pour le 8 septembre, 12000 chemises, 8000 paires de souliers, 6000 mouchoirs, 10000 paires de chaussettes, 500 bretelles, 8000 caleçons, 30000 fers à cheval, plus des quantités considérables de farine, avoine, viande conservée, paille et 5000 litres de vin.

Nous dirons un peu plus loin dans quelles proportions très réduites il fut donné satisfaction à ces exigences. Ce qui compliquait la situation le 1er septembre, c'est que, à tout moment, arrivaient de nouveaux détachements ou régiments, et que chacun d'eux réquisitionnait pour son compte sans s'occuper de ce qu'avaient fait les autres troupes de passage. Toutes les quantités d'objets ci-dessus indiquées devaient être fournies sous peine d'amendes en argent formidables. Ces messieurs jonglaient avec les centaines de mille francs. Si l'on ne fournissait pas les marchandises réquisitionnées, la ville paierait 500000 francs en espèces ; chaque jour de retard serait puni d'une amende de 100000 francs, etc., etc... Et chaque fois qu'on essayait de discuter avec eux revenaient les mêmes refrains : « C'est la guerre, vous avez voulu la guerre... c'est votre Poincaré et votre

Delcassé qui ont fait la guerre... » M. Delcassé, surtout, était la bête noire des officiers.

Pendant ces discussions les troupes défilaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pour prendre la rue Saint-Corneille et il en passait toujours par la rue d'Alger, la rue des Domeliers et le long de l'Oise. Pendant la nuit les pontonniers avaient jeté un pont de bateaux à peu près à hauteur de la rue Hippolyte-Bottier.

Rien n'était lugubre pour nous comme d'entendre les chœurs chantés par l'infanterie allemande passant devant la statue de Jeanne-d'Arc. Sur la place il n'y avait que les malheureux venant chercher leur nourriture au bureau de bienfaisance ; le terre-plein était encombré de cavaliers et les rues d'équipages militaires, sauf la rue Solférino et la rue Saint-Corneille, restées libres pour le passage des troupes. Les boulangers avaient tous été réquisitionnés : pendant quatre jours ils travaillèrent nuit et jour pour l'armée allemande, et les habitants de Compiègne manquèrent de pain.

Vers midi un détachement conduit par deux officiers s'en fut à la recette municipale qui, heureusement, n'avait plus en caisse qu'une somme infime, de sages précautions ayant été prises à temps. M. Boidard, le receveur, dut verser ce qui restait dans son coffre-fort, mille à douze cents francs environ.

Les Allemands étaient surtout furieux de voir tant de maisons fermées. — « Nous ne sommes pas des barbares, disaient-ils, pourquoi avoir fui devant nous ? » et pour prouver leur kultur, ils enfonçaient les portes des magasins, pillaient et volaient : c'est ainsi que furent dévalisées des épiceries comme Potin, Vignier, bien d'autres encore, tous les débits de tabac, la mercerie de la Tour Saint-Jacques, plusieurs boutiques d'orfèvrerie et quantités d'autres magasins et de maisons bourgeoises dont les propriétaires s'étaient sauvés. En revanche dans les magasins restés ouverts ils se conduisaient assez bien, et payaient... en bons de réquisitions plus ou moins réguliers généralement, mais quelquefois aussi en argent.

L'après-midi on se partagea la besogne, car il fallait, pour éviter d'autres malheurs plus grands encore, faire quelque chose afin de donner satisfaction aux vainqueurs. Mais ce n'était pas facile, on ne pouvait pas circuler librement, les voitures et les chevaux étaient réquisitionnés et enlevés, et même à pied on était arrêté à chaque instant. Vers trois heures et demie nous résolumes, M. de Seroux et moi, d'aller trouver le commandant de place pour lui exposer la situation et lui demander des sauf-conduits pour les membres de la commission municipale et pour les voitures chargées des services publics.

L'officier supérieur allemand auquel incombait le soin de tenir Compiègne répondait au nom de Luther. Il s'était installé avec un lieutenant presque en face du pont de bateaux, chez M. Piquet-Duc, sur le boulevard du Cours. Ce personnage commença par se faire attendre plus d'une heure : il était soi-disant à sa toilette. En réalité il exerçait à la mode allemande une sorte de représailles. Deux heures plus tôt, M. de Seroux, revenant à la mairie, avait été arrêté en face l'hôtel de la Cloche par un autre officier qui l'avait retenu un quart d'heure environ pour lui demander différents renseignements. Le malheur avait voulu qu'à ce même moment le commandant de place le demandât à la mairie : il dut attendre quelques instants : « inde irae » ; de plus ce retard faisait sentir aux délégués de la ville l'importance de M. le Commandant.

Enfin, au bout de cette longue attente, la conversation commença, assez difficile malgré la présence d'un soi-disant interprète qui ne servait pas à grand'chose. Néanmoins les négociations allaient assez bien et l'on commençait à dresser une liste des personnes qui auraient des sauf-conduits, quand entra en coup de vent un officier arrivant de Margny, c'est-à-dire de l'autre côté de l'Oise : il venait annoncer qu'on avait tiré sur un sous-officier allemand et blessé son cheval. Aucun

de nous ne comprenait la conversation qui avait lieu en allemand mais nous vîmes de suite, à l'air sérieux et agressif des officiers, que les choses allaient se gâter. En effet, après dix minutes de conversation, le commandant nous expliqua ce qui s'était passé à Margny, ajoutant : « Le sang appelle le sang. En conséquence, vous, M. le Bourgmestre, et vous, M. le Notable (le notable, c'était moi), vous êtes faits prisonniers-otages. S'il y a des troubles cette nuit, demain à sept heures vous serez fusillés. »

Ce discours fut repris, amplifié et mimé par un élégant Oberlieutenant à lunettes d'or, roulant des yeux qu'il voulait rendre terrifiants — et qui était tellement ridicule qu'il me donnait une terrible envie de rire — bien que les circonstances fussent plutôt graves. Piquet-Duc était navré et faisait tout son possible pour me rappeler à une tenue plus diplomatique ; M. de Seroux essaya d'expliquer que Margny n'était pas Compiègne, que son autorité ne s'étendait pas sur cette commune... rien n'y fit. J'eus alors l'heureuse inspiration de faire remarquer à ces messieurs qu'il était assez contraire à leur intérêt d'arrêter le maire qui seul pouvait donner les ordres nécessaires pour assurer le calme dans Compiègne, et pour leur procurer les objets réquisitionnés par eux. Il suffisait, sans l'arrêter, de le garder comme otage libre — il ne

se sauverait pas — et d'ailleurs s'il ne se représentait pas à l'heure dite, je serais toujours à leur disposition, ils pourraient me passer par les armes en attendant mieux.

Ce raisonnement leur sembla-t-il juste ou eurent-ils une certaine honte d'infliger une contrainte inutile à un homme âgé, je l'ignore. Toujours est-il que j'eus la satisfaction de voir M. de Seroux autorisé à retourner à la mairie et à coucher chez lui — otage sur parole. — Quant à moi j'avais, depuis le début de cet entretien, vu le peloton qui attendait, baïonnette au canon, sur le trottoir en face. Je serrai la main du maire et de M. Piquet-Duc et descendis : l'officier, l'épée nue, prit ma droite ; j'allumai ma pipe et partis à la tête de mon escorte pour le quartier de cavalerie, d'ailleurs tout proche, où l'on m'assigna comme lieu de détention, le pavillon autrefois réservé à l'officier de semaine, dès lors converti en geole provisoire.

Quand j'entrai dans ce qui avait été la bibliothèque des officiers du 5e dragons, tout était dans un joli désordre : les panoplies étaient brisées, les portraits, les gravures décrochés, déchirés et jetés à terre. Sur le sol, des paillasses ; des hommes mangeaient, leur gamelle posée sur une console de prix, jetant les os et les épluchures à leurs pieds ; des milliers de mouches volaient et se

posaient partout, et les vitres de la bibliothèque étaient en morceaux : je profitai de cette circonstance pour prendre un livre : « Vieux souvenirs du prince de Joinville », je sortis un fauteuil sous la véranda et j'attendis mon dîner que le bon M. Piquet-Duc avait été commander chez moi, car j'avais été autorisé à faire venir mes repas et à prévenir mes amis.

J'avais achevé mon dîner sous les yeux d'une douzaine d'hommes et de deux sous-officiers, et je fumais en me promenant sur le terre-plein devant le pavillon, lorsque je fus rejoint par un compagnon d'infortune, M. Sarrazin, adjoint au maire de Margny pris, lui aussi, comme otage à la suite des mêmes incidents. Le maire de la commune, M. Butin, député de l'arrondissement, avait été averti, on ignore comment, que les Allemands, dès leur arrivée le feraient prisonnier. Il avait trouvé cette perspective tout à fait « indésirable » et, déléguant à ses adjoints le soin d'administrer la commune et de le remplacer dans toutes les éventualités qui pourraient se présenter, il avait été à Saumur voir son fils, alors soldat, qui avait été blessé à la main, pour, de là, rejoindre les parlementaires qui avaient accompagné le gouvernement à Bordeaux. Le premier adjoint s'étant déclaré malade, M. Sarrazin avait été arrêté. Les hasards de la vie ne nous avaient pas mis en

rapport jusque-là, mais j'espère bien que mon camarade de captivité n'a pas gardé trop mauvais souvenir de ces moments difficiles passés côte à côte, et, pour mon compte, je témoigne sincèrement qu'il a su s'attirer ce jour-là toute mon estime et toute ma sympathie.

La soirée fut assez mouvementée. Il y eut d'abord des feux de salve tout près de nous, dirigés sur avion français, comme nous le sûmes plus tard, mais nous l'ignorions alors, et croyions qu'on tirait dans les rues de Margny et de Compiègne. L'horizon était éclairé par des incendies allumés sur le plateau de Margny — juste en face — l'odeur de la paille brûlée venait jusqu'à nous. Les soldats, dans la cour du quartier, chantaient et menaient grand train, des convois entraient à tout moment. Nous étions intimement convaincus que cette nuit était la dernière de notre existence. Mais nous étions très disposés à franchir le pas proprement, et je crois pouvoir dire, sans aucune forfanterie, que nous n'aurions pas faibli à l'ultime moment. Cependant, ayant beaucoup pris d'exercice toute la journée, je sentais la fatigue; les coups de fusil avaient cessé, le spectacle des incendies était assez monotone et peu récréatif; on m'apporta un matelas et une couverture : je m'allongeai et essayai de dormir, mais il y avait tant de mouches dans la salle, qu'il me fut impos-

sible de fermer l'œil. Trainant alors le canapé de la bibliothèque sous la véranda, je m'installai pour la nuit : M. Sarrazin en fit autant dans un fauteuil et bientôt je m'endormis profondément.

Nous fûmes réveillés au petit jour par le froid et par le mouvement du quartier. Nous avons eu l'occasion, ce matin-là, de voir défiler sous nos yeux un régiment d'infanterie et un assez grand convoi. Les hommes semblaient peu fatigués, très gais et les chevaux étaient magnifiques ; il y avait peu d'éclopés.

Nous vîmes ceux-ci passer la visite du major : ce fut vite fait. Les hommes se déchaussaient, s'asseyaient par terre, levaient leurs pieds aussi haut que possible, le buste presque renversé sur le dos. Le major fumant son cigare, monocle à l'œil, touchait les « ripatons » offerts à son attention, du bout de son stick. Les malades furent envoyés sur les chariots, les autres, avec une punition reprirent leurs rangs. A six heures, régiment et convoi étaient partis ; à sept heures le joli lieutenant aux lunettes d'or vint nous annoncer que la nuit ayant été calme (nous fûmes agréablement surpris) nous ne serions pas fusillés ce matin-là, mais que nous resterions prisonniers encore trois jours : et cette perspective nous sembla fort désagréable.

Puis l'excellent Piquet-Duc nous apporta du

café et de bonnes paroles. Mon ami de Bonnault vint me serrer la main : il était accompagné de sa cousine Mlle L. S., une bonne et fidèle amie de ma femme et de ma sœur — qui heureusement n'étaient pas à Compiègne à ce moment ; — après leur départ, nous obtînmes, Sarrazin et moi, la permission de nous débarbouiller un peu, et le temps s'écoula lentement à causer, lire et fumer. Le plus ennuyeux c'était les conversations des officiers ; il fallait les subir de temps à autres, quand j'accompagnais par exemple un habitant de la ville venu pour demander un renseignement ou exécuter des ordres de la municipalité — car on apportait au manège Bourcier, toutes les marchandises réquisitionnées, et, quand il y avait une difficulté, l'intendant me faisait appeler. Dans ces occasions, voulant être aimables, messieurs les Boches revenaient toujours sur le même sujet : « Soyez tranquille, ce n'est pas gai pour vous, mais dans quatre jours nous serons à Paris et dans huit la paix sera signée, c'est sûr ! » Le refrain était monotone et exaspérant : à quoi bon répondre ? Le silence était préférable à tous égards.

Quand j'étais ainsi appelé ou lorsque l'un de nous avait besoin de s'absenter un moment, deux sentinelles, baïonnette au canon nous servaient d'escorte d'honneur et, par une délicate attention, toutes les baïonnette de nos gardes avaient été

choisies parmi celles agréablement taillées en dents de scie. Vers dix heures Sarrazin reçut à son tour une visite, puis nous fûmes mis au secret — défense de communiquer avec le dehors — à tel point que les lettres, que je remis à mon domestique lorsqu'il vint nous apporter notre déjeuner, furent confisquées ; on me les rendit plus tard, il est vrai, sans les avoir ouvertes. La journée tout doucement s'écoula.

Parmi les personnes de Compiègne qui vinrent dans l'après-midi au quartier, se trouvait la cantinière du 5e dragons. Elle voulait aller à son logement, dans la caserne, chercher des effets pour ses enfants ; elle portait le dernier dans ses bras. Vers les quatre heures et demie, ayant obtenu l'autorisation nécessaire, elle était partie sous l'escorte de deux grands gaillards quérir les objets dont elle avait besoin, et son absence se prolongeait. Le commandant de place allait sortir en automobile avec un autre officier : tous deux lisaient des journaux allemands et semblaient enchantés quand la cantinière revint tout en pleurs : je lui demandai ce qu'elle avait et elle m'expliqua que les Allemands avaient tout saccagé et pillé chez elle ; il ne restait rien d'intact. Je m'en fus trouver les officiers et leur expliquai comment leurs hommes avaient agi : ils ne voulaient pas le croire. « Faites vérifier, leur dis-je, c'est facile ». Deux sous-offi-

ciers furent envoyés pour une enquête et revinrent peu après, confirmant de tous points les déclarations de la cantinière. Le commandant se leva furieux dans sa voiture, appela l'officier de garde, fit sortir le poste et me parut adresser une semonce fort dure à ses hommes. Enfin se tournant vers moi : « Combien a-t-on pris à cette femme ? » demanda-t-il. Je transmis la question à la victime : « On m'a enlevé pour quinze cents, deux mille francs peut-être, répondit-elle..., je ne sais pas : mon mobilier est entièrement détruit et le linge déchiré ou disparu. — C'est bien, reprit le commandant, on va estimer le dégât, et tout vous sera payé (par un bon naturellement) ». C'était en somme ce qui pouvait encore arriver de mieux. Je saluai le commandant et lui dis : « Je vous remercie de ce que vous avez fait pour cette femme : c'est bien. » Alors l'autre officier m'interrogea en anglais : — « Monsieur, dit-il, vous êtes le maire de cette ville ? — Je n'ai pas cet honneur. — Alors vous êtes l'adjoint ? — Pas davantage. — Un conseiller ? — Non plus. — Mais pourquoi vous a-t-on arrêté ? — Demandez au commandant, il doit le savoir mieux que moi. » Les deux officiers causèrent un instant, puis le commandant me dit : — « Allez, Monsieur, partez de suite, vous êtes libre. — Mais mon compagnon peut-il venir avec moi ? — Non ; je le garde jus-

qu'à demain matin. — Cependant... — N'insistez pas, mais je vous promets qu'il sera relâché sûrement demain. » Ce pauvre Sarrazin s'écria : « Sapristi, je vais bien m'ennuyer tout seul, mais profitez de votre chance : partez ! » D'ailleurs, je n'aurais pas pu faire autrement, déjà le sous-officier de garde s'apprêtait à me pousser dehors. Je pris mon baluchon, serrai la main de Sarrazin — qui fut en effet relâché le lendemain matin comme c'était convenu — et rentrai chez moi, fort content d'en être quitte à si bon compte.

J'eus l'agréable surprise de ne pas trouver d'Allemands à la maison ; ayant prévenu de Bonnault que je dînerais chez lui, je courus jusqu'à mon hôpital tranquilliser les sœurs et le personnel, et revins à la mairie où la séance continuait. Durant tout ce trajet je n'avais pas rencontré six Compiègnois dans la rue.

A l'hôtel de ville j'appris que j'étais redevable de ma liberté, bien plus à une démarche qui avait été faite le matin même qu'à une gracieuseté du commandant de place. Le général von Kluck logeait alors place du Château, chez M. de la Tullaye : apprenant que M. de Seroux, M. Sarrazin et moi avions été arrêtés, Madame la Baronne de B. accompagnée de sa sœur, Madame la princesse de C., avaient été trouver le général. Par son mari, officier de cavalerie français, la prin-

cesse de C. est apparentée à la famille régnante de Bavière et à celle d'un archiduc d'Autriche. Le général von Kluck avait immédiatement reçu ces dames, et leur avait promis que l'on se montrerait aussi peu sévère que possible à l'égard des otages. Leur intervention ne fut sans doute pas inutile non plus au point de vue de la façon dont la ville de Compiègne fut traitée. Ces deux nobles femmes ont donc droit à toute la reconnaissance de nos concitoyens, comme à celle des prisonniers du 1er septembre.



Le lendemain 3 fut assez calme. Depuis la veille nous entendions le canon dans la direction de Soissons et de la vallée d'Automne, Crépy, Béthisy, Verberie. Depuis cette date nous ne devions plus cesser de l'entendre pendant de bien longs jours et même au moment où ces lignes sont achevées (fin mars 1915), on perçoit encore ses grondements sourds de l'autre côté de Compiègne, au-delà de l'Aisne, vers Lassigny, etc...

Pour en revenir à notre récit, Compiègne fut traversé le 3 septembre par un assez grand nombre de troupes. Il en passait davantage encore de l'autre côté de l'Oise, vers Venette, Jaux, Le Meux. Ces détachements traversaient la rivière à La

Croix Saint-Ouen dont le pont n'avait pas été rompu. Compiègne, en fait, s'arrêtait à l'Oise, car il était défendu de traverser la rivière, et les habitants de l'autre côté de l'eau ne pouvaient pas venir en ville.

Le général von Kluck était parti le matin par la route de Crépy. Il y avait eu dans la nuit quelques caves pillées, une ou deux femmes molestées, des portes enfoncées, et les boutiques abandonnées par leurs propriétaires dévalisées, mais on était loin des atrocités commises en Belgique. Ce qui rendait la tâche de la municipalité plus difficile, soit pour obtenir le respect de la propriété privée, soit pour répondre aux réquisitions, était qu'il n'y avait plus de commandant de place : personne ne représentait l'autorité militaire allemande officiellement. Tous les détachements de passage réquisitionnaient ou volaient, sans s'occuper de ce qui avait été fait par ceux passés avant eux : c'était l'anarchie.

Nous avions été surpris de la modération — relative — des réquisitions faites en matière de fourrages et avoine : nous en eûmes l'explication. La commission française chargée par la guerre de réquisitionner dans le département s'était malheureusement bien acquittée de sa tâche. Quelques heures avant l'arrivée des Allemands, les quantités d'avoine — 18000 quintaux, et de paille, un

bateau — réunies depuis la déclaration de guerre, avaient été livrées dans les magasins de l'intendance. Les Boches en arrivant n'eurent qu'à mettre la main sur ces marchandises pour être approvisionnés : il en avait été de même, disait-on, à Noyon.

L'après-midi les pontonniers s'en allèrent presque tous, emportant leur matériel. Ils avaient construit, sur des péniches restées à proximité, un autre pont beaucoup plus solide que le premier, et avaient démonté celui-ci.

Le lendemain 4, l'autorité militaire installa son représentant officiel. C'était le Hauptman de territoriale Sabath, nommé commandant d'étape, et chargé de tous les rapports avec la municipalité. Ce Sabath était un gros soudard pansu, l'air assez peu militaire — au demeurant, à jeun, pas trop mauvais diable — mais qui ne savait pas un mot de français. Il avait un secrétaire parlant notre langue correctement, d'allure plus agréable, mais au fond plus méchant que son patron.

Le hauptman Sabath logeait au château, mangeait à l'hôtel de la Cloche, et avait installé ses bureaux à l'Hôtel de Ville dans la salle des séances du Conseil, au rez-de-chaussée. Son premier souci fut de faire imprimer et afficher la proclamation suivante :

PUBLICATION

« Moi, le commandant d'Étape,

« Je me charge, à partir de ce jour, de l'administration de l'Étape *Compiègne* comprenant les localités suivantes : *Compiègne et environs.*

« En cette qualité, je confirme les autorités locales, à la condition qu'elles exécutent strictement mes ordres, et je garantie (*sic*) à la population ma protection en tant qu'elle reste paisible.

« Toute action préjudiciant les personnes de l'armée allemande, les installations de communication publique, les chemins de fer, le télégraphe et le téléphone, sera punie très sévèrement, n'importe que cette action sera exécutée par des personnes de sexe mâle ou féminin.

« A parreille (*sic*) punition s'exposera la commune sur le territoire de laquelle ces crimes se passent. Les communes seront responsables des malfaiteurs et auront à supporter les punitions les plus sévères.

« Toute personne criminelle, mâle ou féminine, attrapée en flagrant, sera immédiatement fusillée.

« Toute localité où des personnes de l'armée allemande seront traîtreusement blessées, empoisonnées ou tirées, sera immédiatement incendiée.

« Toute tentative sera atteinte par les mêmes « punitions.

« Pour ménager les intérêts de la population « paisible, je fixerai conjointement avec les auto- « rités locales les livraisons à faire. La population « est tenue de suivre exactement les ordres des « autorités locales.

Compiègne, le 4 septembre 1914.

Signé : Sabath.

Cette proclamation n'était peut-être pas écrite en français très correct, mais elle était très claire et facile à comprendre,

A partir de ce moment, il fut bien plus commode de s'entendre. La population de Compiègne se montra d'ailleurs, pendant tout le temps de l'occupation, d'un calme parfait.

La veille, à l'appel du maire, tout le monde était descendu dans la rue avec des fourches, des pelles et des balais, et on avait procédé au nettoyage de la cité, opération peu agréable mais nécessaire. Pendant quelques heures encore on fut totalement privé de pain et cependant personne ne se laissa aller à une manifestation violente qui aurait pu avoir de terribles conséquences.

Les mouvements de troupe se succédaient vers Paris, mais il y avait peu d'allemands tenant gar-

nison. Ce qui nous faisait plaisir, car c'était signe tangible que les sinistres prédictions : « Nous serons à Paris dans quatre jours, la paix sera signée dans huit jours » ne se réalisaient pas, c'est que nous entendions toujours le canon, sensiblement dans la même direction. Son action commençait de très bonne heure le matin ; à midi, il y avait une accalmie et vers deux heures et demie trois heures, le feu recommençait pour durer très tard, parfois toute la nuit. Nous voyions aussi que nos maîtres avaient l'air préoccupés : à partir du 7, ils devinrent plus polis, moins arrogants qu'au début ; ils semblaient inquiets. Visiblement les choses n'allaient pas à leur convenance. Et tout cela nous donnait de la résignation et de la patience pour subir leur contact désagréable.

Toute la vie de Compiègne était alors concentrée sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans la mairie. M. de Seroux avait établi son quartier général au rez-de-chaussée, comme le Sabath, mais alors que celui-ci passait la majeure partie du temps dans son bureau à fumer, digérer ou dicter des ordres, M. de Seroux restait généralement debout, ou assis près de la porte donnant sur la place. L'un de nous lui tenait compagnie : c'est là que le premier adjoint recevait tout le monde, semblant défendre ainsi, non-seulement

les intérêts de la ville, mais encore l'accès même de la maison commune. Il discutait les ordres des vainqueurs, avait l'œil à tout, prodiguait les encouragements à ceux qui venaient se plaindre d'un tort causé, d'un malheur subi, et réconfortait chacun par son calme et sa bonhomie. La bonhomie, c'était le fond de son attitude et de sa politique. Malgré les prétentions et les demandes insolentes parfois des allemands, il ne s'en départait jamais ; il arrivait toujours à en imposer aux vainqueurs par son âge, son calme, son égalité d'humeur, et, grâce à son sang-froid, il écartait les orages menaçants qu'un geste maladroit, un mouvement cassant, ou un instant d'impatience auraient sûrement fait éclater sur la ville.

Au rez-de-chaussée fonctionnait encore, le matin, le bureau de bienfaisance, et au fond, dans la salle des séances du Conseil et dans les couloirs, c'était un va-et-vient d'officiers, de sous-officiers ou soldats, criant haut, traînant leurs bottes, heurtant leurs éperons, et frappant leurs sabres, l'air insolent et cruel.

Au premier étage, dans le cabinet du maire, se tenaient en permanence quelques membres de la commission, autour du second adjoint M. Martin : M. Poilane signait à tour de bras les sauf-conduits — qu'il fallait ensuite faire approuver par

le Sabath — et dont on avait besoin à chaque instant pour passer l'eau, sortir de Compiègne, ravitailler la ville, etc., de Moussac expliquait ce qui se passait, sûrement, dans la bataille dont les échos venaient jusqu'à nous : M. Madeleine travaillait utilement et sans bruit : Mermet prenait des notes : les autres s'employaient du mieux qu'ils pouvaient. Dans la cour on grillait du café dont l'odeur âcre pénétrait par la fenêtre ouverte ; pendant sept ou huit jours il y eut quatre hommes occupés à cet abrutissant travail, sous la conduite de M. Devaux et de M. Lecaux.

De temps à autre, celui d'entre nous resté en bas près de M. de Seroux montait chercher quelqu'un pour une corvée... et les jours passaient, lourds, tristes, odieux.

Il y avait des blessés dans tous les hôpitaux, et au début les allemands n'avaient même pas laissé un de leurs majors à Compiègne. Le pauvre docteur Wurtz était débordé ; on ne rencontrait dans les rues que sa victoria, avec la capote baissée, un grand drapeau de la Croix-Rouge accroché en guise de fouet à côté du vieux cocher. Il allait d'ambulance en ambulance. M. Lucas l'aidait, mais à eux deux, ils ne pouvaient pas suffire à tant de besogne. Un peu plus tard, il y eut dans les hôpitaux quelques médecins militaires allemands, et, comme nous l'avons déjà dit, le docteur

E. Warde put réussir à rentrer à Compiègne.

Parmi les blessés, il y avait surtout des Allemands, mais il se trouvait des Anglais et quelques Français. Toutes les dames restées les soignaient avec un dévouement inlassable. Il y avait Mme Sacquin, — dont le mari était toujours chargé du ravitaillement, — et ce n'était pas une sinécure. Mme la baronne Fain, présidente de la Croix-Rouge qui n'avait pas voulu quitter son poste et était restée avec M. le colonel de Seroux président de la S. S. B. M., et quelques infirmières, Mlles Barbier, Cléret, de Mandell, Sabatier, Dumars, les sœurs de la Compassion et celles de l'Hôpital général, Mme de Moussac, Mme L. de Seroux d'autres encore qui se dévouaient déjà, admirables, comme elles le font toujours aujourd'hui.

Le hauptman Sabath veillait avec sollicitude sur les pensionnaires des hôpitaux et ambulances, mais leur nourriture lui tenait plus au cœur que la façon dont ils étaient soignés. Il est vrai que, de ce côté, il avait vu de suite qu'il pouvait être tranquille. Tous les jours il fallait lui communiquer le menu des repas ; parfois il faisait changer certains plats. Et cependant ils étaient suffisants, ces menus, jugez-en par celui de l'Hòpital général, à la date du 10 septembre.

Petit déjeuner : café au lait ou noir ; thé pur ou au lait.

A midi : potage ou bouillon gras ; bifteck ou rôti de veau ; macaroni au gratin.

A dîner : potage ou bouillon gras; bœuf-mode et bifteck ; purée de pois.

Les officiers et les grands malades ont de plus de la gelée de groseille et du lait.

Il y avait ce jour-là à l'Hôpital général, pour 121 lits 255 blessés, 55 à Hersan, 80 éclopés au Grand-Ferret, 30 blessés à Saint-Joseph, 32 à la Compassion, le Collège était plein...

Les réquisitions officielles continuaient. Le même jour par exemple, il faut 900 pains pour le 1er bataillon du 71e régiment d'infanterie, autant pour le 72e, d'autres encore pour le 18e bataillon de pionniers qui réclame en outre des légumes verts, du sel, du riz, du sucre, du café, etc..., il faut aussi nourrir les troupes de la garnison, et la Croix-Rouge, et les réfugiés de Verdun qui sont restés, et ceux qui refluent déjà des villages sur la ligne de feu. Dans les magasins ouverts les boches achetaient, payant généralement en bons, dans les autres, on pénétrait de force et on pillait : les officiers fermaient les yeux et laissaient faire.

Il se déroulait chaque jour chez les habitants des scènes très caractéristiques. Citons-en quelques-unes prises dans « le tas » pour ainsi dire.

En voici d'abord deux qui démontrent à quel point l'invasion de la France avait été soigneusement préparée par les services d'espionnage allemands, et combien nos ennemis étaient au courant de tout dans notre pays.

Le lendemain de leur arrivée, les officiers de l'État-major avaient eu une déconvenue : ils n'avaient pas trouvé, à la mairie, comme ils l'espéraient, la liste des jeunes gens appartenant aux services auxiliaires, ou aux classes prochainement appelées sous les drapeaux. Ils furent par suite dans l'impossibilité de convoquer ces hommes comme ils l'ont fait dans d'autres villes pour envoyer ces malheureux en captivité. En revanche, ils mirent la main sur la liste des propriétaires d'automobiles et visitèrent toutes les maisons où ils pensaient trouver des voitures ou de l'essence. Leur récolte fut d'ailleurs assez maigre, relativement. Chez l'un des propriétaires d'autos, les deux officiers qui se présentèrent lui dirent : « Vous avez une voiture telle marque, telle force (c'était assez naturel, la liste pouvait l'indiquer) mais ils ajoutèrent : « Cette voiture a sa carrosserie peinte en bleu foncé, une autre a une carrosserie jaune » et le fait était vrai. Comment auraient-ils pu connaître ce détail autrement que par les données d'un espion venu dans la ville avant la guerre.

Dans la même maison un autre officier se présente : « Monsieur, dit-il au propriétaire, vous vous occupez de timbres-poste ? — Moi, pas du tout. — Pardon, nous savons qu'ici, dans cette maison, il y a quelqu'un s'occupant de timbres et ayant une très belle collection. C'est vous ? — Non, c'est mon gendre, il n'est pas ici d'ailleurs, et sa collection, il l'a emportée ; moi, je n'y connais rien, je vous l'ai déjà dit. — C'est fâcheux, j'aurais voulu faire des échanges : tenez, je vais vous montrer des timbres. — Absolument inutile, je le répète, je n'y connais rien ; en outre en pleine guerre le moment est singulièrement choisi pour traiter semblable question. — Mal choisi ? pourquoi attendre?... — C'est très ennuyeux... Après tout cela se retrouvera ; je *suis professeur de philosophie à Versailles !*

Il serait facile de citer dix autres faits du même genre prouvant que, longtemps à l'avance nos adversaires avaient préparé leur coup, mais il est inutile de s'appesantir sur ce sujet : on est fixé depuis longtemps sur la réalité et la valeur de l'espionnage allemand.

Une anecdote d'une autre espèce, pour montrer ce que l'on sait d'ailleurs tout aussi bien, comment les Allemands entendent le respect du pavillon de la Croix-Rouge.

Parmi les habitations pillées, l'une de celles qui

fut le plus outrageusement souillée, fut certainement celle de M. Léopold d'Orsetti, place du Château. Dès le jour de leur arrivée les grilles avaient été forcées, les portes enfoncées et la maison mise en coupe réglée avec une sauvagerie sans nom. Après leur départ, le spectacle de cette dévastation était vraiment impressionnant. Dans toutes les pièces, il n'y avait plus sur les parquets qu'un amas de choses innommables, denrées apportées et vidées pêle-mêle, bouteilles cassées, meubles brisés, cadres arrachés, tableaux crevés; les tiroirs des commodes étaient ouverts, leur contenu souillé et jeté, les armoires forcées, les penderies de robes au pillage; la chambre des enfants n'avait pas échappé à la dévastation, et partout l'odeur ignoble et le relent des excréments... c'était à frémir, une bande d'apaches en délire n'aurait pas rêvé semblable bouleversement. Pendant tout le temps de l'occupation cette malheureuse maison fut envahie, et l'on peut dire que, nuit et jour, on y fit la fête, crapuleuse et sale, à la façon allemande. Nuit et jour on y but et on y fit ripaille, le piano ne cessa pas de s'y faire entendre, et, chose affligeante entre toutes, des filles y venaient tenir compagnie aux boches, et s'en allaient chargées de dépouilles.

Mais, outre ce qu'on retrouva saccagé, brisé, hors d'usage, cette riche maison contenait nombre

d'objets de valeur, meubles anciens, argenterie, bibelots d'art. Des témoins dignes de foi, notamment notre excellent confrère, Gabriel Mourey, conservateur du Palais, affirment que ces objets de prix furent enlevés et transportés en face, dans la cour du château. Là, un sous-officier ayant son bureau installé sur une table, dressait une sorte d'inventaire des objets volés ; les officiers assistaient à l'opération et ne s'y opposaient nullement, si même ils n'y participaient pas. Quand l'estimation était faite le produit des vols était ficelé soigneusement, mis dans des fourgons et, sur ceux-ci, on arborait le pavillon de la Croix-Rouge !

D'ailleurs pendant les deux derniers jours de l'invasion, les officiers et les soldats qui occupaient la terrasse du château et firent des tranchées dans le parc pour soutenir une défense qui, heureusement pour la ville, n'eut pas lieu, avaient tous arboré des brassards portant la croix de Genève.

Pour les vols on pourrait multiplier aussi les citations à l'infini : passons, non sans noter toutefois l'effraction de plusieurs coffre-forts — tels ceux de l'Hôtel de la Gare et de M. Descamps, pour ne citer que ceux-là.

Le 7, il y eut une grande agitation parmi les Allemands, ils semblaient très inquiets. Le canon

paraissait plus rapproché ; il y avait des mouvements de troupe dans les deux sens, sur Paris et retour, et aussi vers Crépy. Le commandant Sabath quitta son logement du château et transféra la commandature près du chemin de fer, à l'hôtel de la Passerelle. Nous espérions qu'il allait prendre le train mais il resta.

Le 8, il fallut procéder à la livraison des marchandises réquisitionnés le 2 ; comme nous l'avons déjà dit, grâce à la bonhomie de M. de Seroux, Compiègne s'en tira à bon compte — relativement. Sans entrer dans le détail de tout ce qui fut fourni, nous pouvons donner quelques quantités : 800 paires de souliers au lieu de 8 000 — 4304 fers à cheval sur 30 000, etc.. Les proportions avaient été sensiblement les mêmes pour la première réquisition et pour celles qui avaient suivi. L'essentiel était de ne pas opposer un refus brutal. Pour les contributions en espèces la ville s'en était débarrassée avec un versement de 5 000 francs, au lieu des 500 000 demandés. Il faut de plus observer que, lors de leur départ un peu hâtif, les Allemands ne purent pas emporter le vin, les fers à cheval, ni une partie de la farine qu'ils avaient réquisitionnés.

Mais n'anticipons pas. A partir du 9, les Allemands sont manifestement en retraite. Il passe des détachements revenant du front, et ils sont

en assez piteux état. Ce ne sont plus les belles troupes fraîches, bien équipées, à effectifs pleins, que nous avions vues monter vers Paris quelques jours auparavant, traversant la ville en chantant. Il me souvient notamment d'un détachement du 1er poméranien qui, le soir du 10 septembre, revint à Compiègne. Les hommes étaient fourbus, sales, véritablement à bout de souffle. Nous avions vu, quelques jours auparavant passer ce même régiment, dans sa marche vers Paris. Il était magnifique : les compagnies étaient au grand complet, les uniformes propres, les hommes très mordants. Le soir du 10 septembre, je rentrais chez moi vers huit heures et demie. J'aperçus au coin de la rue d'Alger et de la rue de la Sous-Préfecture, cent cinquante à deux cents hommes — peut-être davantage — vautrés dans la rue, car on ne peut pas dire qu'ils étaient allongés ou couchés. A son premier séjour, ce régiment avait logé aux haras, et dans les maisons environnantes : battant en retraite il revenait à son ancien gîte, tel le gibier pourchassé. Sur un signal de sifflet, quinze ou vingt minutes plus tard, les hommes se relevèrent. A coups de haches, torches en mains, ils enfoncèrent les portes de toutes les maisons comprises dans le carré : boulevard Victor-Hugo, rue de Pierrefonds, rue d'Alger, rue de la Sous-Préfecture. Il n'y eut pas une maison respectée :

toutes furent envahies et les caves pillées; mais, fait à noter, et qui indiquait bien l'inquiétude de ces gens, aucun d'eux ne consentit à coucher au premier étage des logements. Ils descendirent les matelas, tapis, couvertures, et, toutes portes ouvertes, passèrent la nuit au rez-de-chaussée.

Le spectacle de ces soldats uniformément vêtus de couleur verdâtre et peu apparente, saccageant à la lueur sanglante des torches, des logis paisibles dans une ville où seuls résonnaient le bruit sourd des convois traversant la cité et l'écho des canonnades lointaines, était lugubre et donnait l'impression d'une mise à sac. Fait assez curieux, alors que les numéros impairs de la rue d'Alger et ceux pairs de la rue de la Sous-Préfecture, étaient tous envahis et pillés, pas un coup ne fut frappé aux portes ou aux volets des numéros pairs de la rue d'Alger, ou des numéros impairs de la rue de la Sous-Préfecture. Ces hommes voulaient sans doute rester étroitement groupés et pouvoir vite se réunir en cas d'alerte.

Le lendemain 11 fut le jour peut-être le plus pénible pour Compiègne. Les obus français tombèrent dans nos rues.

Dès le matin les Allemands avaient fait leurs préparatifs de résistance ; ils organisaient des tranchées du côté de la rue de Paris, à l'entrée par la route de Pierrefonds, au rond royal, dans le grand

parc, sur la terrasse du château. Il y avait à l'école Saint-Germain, en bordure de la rue de Paris, au coin du boulevard Gambetta, cent cinquante à deux cents réfugiés de Verdun — quelques hommes âgés, mais surtout des femmes et des enfants. dont s'occupaient avec un zèle infini les instituteurs M. et Mme Caron. — Je fournissais à ces pauvres gens leur nourriture matin et soir, et ils venaient la chercher à l'hôpital provisoire de la rue Vermenton, mais ils devaient — par ordre du Sabath — être rentrés à Saint-Germain, au plus tard, le soir, à six heures.

Le matin à huit heures nous donnions à quelques mères du lait... quand on en avait, pour les petits...

Le 11, les déléguées ne vinrent pas. A la mairie où j'étais allé aux renseignements, nous apprîmes bientôt que les Allemands avaient envahi l'école Saint-Germain, avaient organisé des tranchées dans le jardin comme dans ceux des maisons voisines, de chaque côté de la rue de Paris ; avaient crénelé les murs et refusaient de laisser sortir — de leurs lignes — ces pauvres gens et M. Caron resté avec eux. Très courageusement, M. Lacour s'offrit à aller parlementer avec les Saxons pour obtenir que l'autorisation fut donnée à ces malheureux d'évacuer une zone qui, de minute en minute, devenaitplus dangereuse. M. Lacour ne reparut

pas, il avait été fait également prisonnier.

M. de Seroux intervint. A force de diplomatie il finit par obtenir l'élargissement de tout le monde ; M. Lacour rentra à la mairie, et je reçus rue Vermenton le pauvre M. Caron, éreinté par une nuit d'angoisses, et tous les réfugiés pour lesquels on improvisa avec de la paille et des paillasses jetées par terre un campement provisoire. Triste spectacle que celui de tous ces malheureux fuyant, sans rien emporter de leurs hardes, et venant avec leurs bébés dans les bras et toute la marmaille accrochée aux jupes des mères en pleurs, chercher un abri provisoire dans une maison trop petite, déjà bondée de vieillards et d'infirmes, et que protégait seul le drapeau de la Croix-Rouge dont nous avions vu faire un abus si révoltant par nos féroces ennemis.

Le bombardement de Compiègne par les troupes françaises commença dans l'après-midi et dura quelques heures.

Par un hasard merveilleux la ville eut vraiment peu à souffrir matériellement, et il n'y eut pas d'habitants tués ou blessés, Le premier obus français éclata dans une des cours de l'hôpital général, sans causer d'autres dégâts que des vitres cassées. Aussitôt après le tir, admirablement réglé, allait atteindre, rue de Paris, le cercle catholique, évacué depuis cinq minutes par un poste allemand,

tuait plusieurs soldats ennemis dans cette même rue, en blessait d'autres, et cessait après quelques heures.

Pendant la nuit on dormit naturellement peu dans la ville. On s'attendait à une grande bataille pour le lendemain, — peut-être à une guerre de rues, et les plus craintifs voyaient déjà la cité en flammes.

Ce soir-là, je fus empêché d'aller à la mairie par les soldats placés en sentinelle, à hauteur de l'Hôtel de la Cloche — où dînaient les officiers de l'Etat-major — je m'inclinai devant la consigne et rentrai chez moi. Plus obstiné, le lendemain, M. Poilane qui voulut passer quand même, fut arrêté, conduit devant l'officier de service et relâché peu de temps après.

Cette veille du soir avait été organisée depuis quelques jours. Les Allemands repoussés sur la Marne, et en retraite — comme nous l'apprîmes plus tard — traversaient notre ville à toute heure : ils étaient de mauvaise humeur — et cela se conçoit. Dans ces occasions ils étaient insolents et brutaux.

Un soir, un officier, mécontent de ne trouver à la mairie vers les dix heures aucun représentant de la municipalité, avait réveillé brusquement le gardien de l'Hôtel de ville, M. Villette et, sans le moindre respect pour son âge et ses cheveux

blancs, l'avait brutalisé, maltraité. Depuis nous nous relayons, M. de Seroux, M. Poilane, moi, quelquefois un autre membre de la commission, pour venir passer une heure ou deux à la mairie après dîner. Voilà le service que je n'avais pu remplir ce soir-là, et qui causa pour M. Poilane sa courte arrestation du lendemain.

Ce service m'avait valu aussi une autre aventure — plutôt amusante — car en toutes choses dans la vie, la gaîté, comme dans un drame bien fait, se trouve mêlée aux tristesses les plus noires. Cette aventure, dont nous nous amusâmes alors (on est peu difficile sur les sujets de rire en certains moments) la voici :

C'était dans les premiers jours de la retraite allemande, vers le 8 ou le 9 septembre : je n'ai pas consigné la date exacte. J'allais à la mairie prendre mon tour de travail du soir : je venais de passer devant l'hôtel de la Cloche, où dînaient de nombreux officiers : quelques-uns digéraient en fumant sur le banc devant la façade. J'allais entrer à l'Hôtel de ville lorsqu'un sous-officier, s'exprimant fort bien en français, m'aborda poliment : « Son Excellence voudrait vous parler, me dit-il. — Quelle Excellence ? — Le prince qui est assis sur le banc, là-bas. — Savez-vous ce qu'il me veut ? — Ah ! parfaitement. Son Excellence a vu à votre mine, que vous devez avoir une excellente

cave, garnie de grands crus... — Son Excellence se trompe absolument. — Une Excellence allemande ne se trompe jamais... Elle veut que vous lui envoyiez une douzaine ou deux de vos meilleures bouteilles, car Elle veut boire toute la nuit. »

C'était idiot, mais on ne raisonne pas avec une Excellence Boche, légèrement éméchée déjà. je fut conduit devant le prince — dont j'ignore le nom — qui attendait en riant, l'air pas trop méchant au fond, et semblait s'amuser beaucoup. Je lui affirmai qu'il se trompait, que je ne possédais pas dans ma cave de crus dignes d'être dégustés par une bouche aussi auguste — et j'ajoutai qu'au surplus il était justement installé devant un hôtel réputé pour la valeur de sa cave : il pouvait, contre argent ou même contre bons, ce qui lui coûterait peut-être moins cher, se faire monter toutes les bouteilles dont il aurait envie.

Le sous-officier voulait se fâcher et allongeait déjà le bras pour me saisir, mais l'Excellence, bon prince, se montra plus coulant qu'il ne l'aurait été sans doute quelques jours plus tôt, et je fus libre de continuer mon chemin.

J'entrai à l'Hôtel de Ville et racontais l'incident à M. Villette, lorsque deux officiers allemands arrivèrent. L'un deux tout jeune, très chic, semblait manifestement d'un rang social très supérieur à

l'autre. Il était aussi beaucoup plus allumé. S'adressant à M. Villette il demanda un représentant de la municipalité. Je m'avançai... (ce que j'ai commis d'usurpations de fonctions à cette époque, est effrayant !) Mon interlocuteur s'enquit du chemin à suivre pour aller à l'hôpital général — ce qui était facile à indiquer — : cependant il ne partait pas. Il demanda qui j'étais et un second interrogatoire, semblable à celui qui m'avait été déjà adressé dans la cour du quartier Boursier, commença : — Vous êtes le maire, etc... amenant les mêmes réponses, naturellement.

Entre temps notre homme faisait quelques digressions, il nous expliqua : 1° qu'il n'allait pas à l'hôpital, mais cherchait une maison voisine, où disait-il, beaucoup d'officiers allaient faire la fête — « les rendez-vous de noble compagnie » avais-je envie de fredonner ; 2° qu'il avait vingt et un ans, à la suite de quoi il demanda à M. Villette quel âge il lui donnait ; 3° que la noblesse en France n'existait plus, mais qu'heureusement il n'en était pas de même en Allemagne ; 4° qu'il était Comte et affligé d'une fortune immense... Tout cela nous laissait froids. M. le Comte, monocle à l'œil reprit alors son interrogatoire : « Et vous, me dit-il, êtes-vous riche ? Grand Dieu non, répliquai-je, je n'ai pas le sou. — Que faites-vous ? » M. Villette lui expliqua que je m'occupais en ce

moment d'un hospice où étaient réfugiés des vieillards. « Comment faites-vous si vous n'êtes pas riche ? — La ville paie, il y a aussi des gens généreux qui donnent des secours pour mes réfugiés. — Ah ! c'est très bien ; puisque je suis riche, je vais vous donner aussi quelque chose. » Il me tendit alors un billet de vingt marks — que j'acceptai sans scrupule — son compagnon muet m'offrit un billet belge de cinq francs et un français de même valeur. Je voulus savoir à qui j'avais à faire et demandai le nom de mon interlocuteur. Il écrivit sur un bout de papier « le Comte Von Gelnetz », et, enchanté de lui, louant la fortune, la noblesse et la kultur — germaniques — se retira, pour chercher sans doute l'auberge — rendez-vous de noble compagnie — où il comptait achever sa nuit.

Je ne l'ai jamais revu, et n'y tiens d'ailleurs pas, mais nous fûmes enchantés, M. Villette et moi, d'avoir ainsi, touché de l'argent allemand, et les pauvres vieillards réfugiés de Verdun bénéficièrent le lendemain de la largesse du hobereau. Son Excellence ce soir-là avait eu le vin généreux, autant que tendre.

Qu'on excuse cette longue digression — je n'aurai plus l'occasion dont j'ai abusé dans ce récit — et je m'en excuse — de me mettre personnellement en cause. Mais comme je le disais

tout à l'heure nous n'avions pas beaucoup de motifs de gaîté à cette époque et nous savions, par force, nous contenter de peu. D'ailleurs ce récit touche à sa fin.



Avant de le clore cependant, il faut bien parler de ce qui est l'une des plus belles parures de Compiègne, de son château. Son sort fut celui de toute la ville : il eut peu à souffrir et fut miraculeusement préservé.

Le conservateur, celui à qui incombait la délicate et difficile mission de veiller sur les trésors d'art accumulés dans ce palais si riche en souvenirs et en meubles de prix, est M. Gabriel Mourey, le délicat écrivain connu. Notre excellent confrère, avant l'arrivée des Allemands avait eu, je crois, un moment la pensée de suivre le mouvement et, ayant fait évacuer les tapisseries et certaines autres richesses artistiques, de quitter la ville à son tour avec sa famille. Mais il avait abandonné cette idée et les allemands le trouvèrent devant eux lorsqu'ils franchirent la grille du palais. Il sut, par sa dignité et son calme, obtenir du général von Marwitz et du général von Kluck, que le musée confié à sa garde fut respecté. Von Marwitz visitant les salles s'étonna de voir

les tapisseries enlevées — « Vous avez agi ainsi, dit-il, parce que vous saviez que les barbares allaient arriver » : il sembla peu content ; cependant l'allemand resta maître de sa colère et ses officiers ne causèrent pas grands dégâts. Pour rester fidèles à leur habitude de voler quelque chose partout où ils passaient, ils commirent bien quelques larcins, mais ceux-ci furent relativement insignifiants. Si les renseignements que j'ai eus sont exacts, et je le crois, les vols du château de Compiègne se bornèrent à l'enlèvement de :

1° Seize pièces : rois, reines, fous, cavaliers et tours en corail et en lave, faisant partie d'un échiquier célèbre estimé 100 000 francs. Ces larcins peuvent représenter une valeur de 12 000 francs.

2° Différents poignards, couteaux et stylets de panoplie sans grande beauté, estimés à 2 000 ou 2 500 francs.

3° Un sujet de pendule — Atalante en bronze doré — coût 100 francs.

4° Un binet en bronze ciselé et doré d'un candélabre en biscuit de Sèvres, valant 50 francs.

5° Trois flambeaux en bronze ciselé et doré, estimés 150 francs.

Et 6°.... Huit couvertures de laine.

Soit en tout 14 800 francs environ — mettons 15 000.

Le chiffre est infime, comparé à celui que représentaient les objets d'art restés dans le palais.

Il y eut des alertes pour M. et Mme Mourey — car celle-ci avait refusé d'abandonner son mari, et était courageusement restée près de lui — les Compiègnois savent d'ailleurs avec quelle abnégation et quel dévouement Madame Mourey a soigné les blessés tant que ses forces le lui ont permis.

Une fois, il fallut préparer les appartements pour recevoir un haut personnage, qui heureusement, ne vint jamais. Une autre fois les Boches se fâchèrent parce que l'électricité n'était pas éteinte... c'était la veille ou l'avant-veille de leur départ. Dans toutes ces circonstances, M. Mourey fit preuve d'une énergie et d'un calme qui ne se démentirent jamais et il ne doit pas regretter aujourd'hui d'être resté à la tête des fidèles gardiens qui l'aidèrent dans cette période difficile ; il est d'ailleurs certain que la mansuétude réelle dont les Allemands firent preuve à l'égard de la ville — et du château — est due à ce fait que l'envahisseur avait espéré faire du palais la résidence d'un très haut personnage — Kaiser ou Kronprinz — pendant la durée du siège de Paris. L'état-major ne voulait pas que cet hôte auguste fut reçu dans une ville dévastée et logé dans un

palais pillé d'avance. Heureusement pour le château et pour les riches habitations de Compiègne, cet hôte de marque ne vint jamais. La façon dont le Kronprinz s'est conduit dans les demeures de France qu'il « honora » de sa présence, permet d'imaginer facilement quel aurait été le sort des richesses accumulées au palais de Compiègne, si Son Altesse y avait mis les pieds.



Le 12, au matin, la ville s'éveilla anxieuse. On sentait que la libération était proche, et d'autre part un sentiment d'égoïsme — pas très noble mais très humain — faisait appréhender que cette délivrance ne fut obtenue au prix de grands sacrifices.

Ces craintes et cet espoir furent également déçus. La journée s'écoula sans qu'il y eut de nouveaux coups de canon tirés, et le soir vint sans amener le départ des Allemands.

Ceux-ci cependant étaient de plus en plus manifestement inquiets. Le bruit s'était répandu que les troupes alors à Compiègne se trouvaient séparées de leur corps d'armée et ne savaient pas trop de quel côté se diriger : la population se reprit à espérer une prompte délivrance. La nuit fut calme, à peine troublée par le bruit des convois

qui traversaient la ville pour s'en retourner en hâte vers le Nord, par la porte Chapelle ou en traversant la rivière. On apprit ce jour-là que le pont de péniches de l'Oise était miné, et le hauptman Sabath vint à peine une demi-heure à l'Hôtel de Ville.

Le 12, au matin, il ne restait plus beaucoup d'Allemands dans Compiègne. A différentes reprises de nouveaux détachements traversèrent la ville — ils étaient tous en retraite et harassés — ; il pleuvait par moments. Cependant à une heure nous eûmes le chagrin de voir passer sur la place de l'Hôtel de Ville un convoi d'une centaine de prisonniers français.

L'après-midi le groupe des officiers massés au coin du café de la Cloche, regardait à la lorgnette les hauteurs de Margny ; quelques-uns d'entre eux montèrent dans le clocher de l'église Saint-Jacques et dans le beffroi de l'Hôtel de Ville. Ils trouvèrent dans ce dernier M. Le Bargy qui, désireux de suivre les mouvements de troupe se dessinant de l'autre côté de l'Oise, était grimpé au haut de cet observatoire. Nous crûmes qu'on allait lui faire un mauvais parti, car il fut accusé d'avoir fait des signaux à l'ennemi. Une fois de plus l'intervention de M. de Seroux fut efficace ; M. Le Bargy en fut quitte pour une détention entre deux sentinelles sur la place, à côté du café de la Cloche.

A trois heures un régiment d'infanterie allemande avait envahi la rue d'Alger, et était reparti une demi-heure après sans faire trop de dégâts. Vers cinq heures il y eut dans le quartier une seconde alerte de ce genre. Les maisons furent occupées, les logements préparés. Dix minutes plus tard les hommes bouclaient leurs sacs hâtivement, les officiers sortaient, annonçant qu'ils reviendraient bientôt coucher et ordonnant qu'on tînt leur dîner près. On ne devait plus les revoir.

Vers cette même heure l'état-major faisait en hâte empiler dans les fourgons les bagages et les derniers objets volés ; le Sabath abandonnait l'hôtel de la Passerelle. Les chevaux tout scellés étaient amenés sur la place de l'Hôtel de Ville et l'officier de guet en haut du clocher Saint-Jacques disparaissait.

Vers six heures, les officiers montaient à cheval et les équipages massés sur la place prenaient la direction de la porte Chapelle. Les troupes que l'on avait vues toute la journée sur le plateau de Margny s'enfonçaient vers Noyon ; les postes avancés se repliaient et, à la nuit tombante, Compiègne était évacuée sans qu'un coup de fusil eut été tiré. Le pont de péniches sautait : on achevait hâtivement à l'hôtel des Postes de détruire les appareils télégraphiques et téléphoniques : c'était la fin.

Les derniers soldats allemands que j'ai vus dans la ville étaient deux cyclistes : ils passèrent doucement sur la place Saint-Jacques vers neuf heures, — sifflant et appelant leur chien Pirame qu'ils avaient perdu — ; puis ils s'enfoncèrent dans la nuit du côté du château et disparurent. J'ignore si Pirame les accompagnait.

Quoique délivrée Compiègne, n'osait pas croire encore à tout ce bonheur, les rues étaient désertes comme elles l'avaient été pendant toute la durée de l'occupation allemande.

De grand matin, M. J. de Magnienville s'en fut à bicyclette du côté de la Croix Saint-Ouen, prévenir les dragons français qu'il n'y avait plus un allemand à Compiègne. A huit heures nos troupes faisaient leur entrée dans la ville. Le premier soldat français qui pénétra dans la cité était un chasseur cycliste du 18e bataillon, Camille Cauvin : le premier peloton de dragons était conduit par le lieutenant Dor de Lastours, fils du général commandant la division de cavalerie de Compiègne. Inutile de dire comment ils furent reçus, acclamés, couverts de fleurs. On retrouva pour eux cigares et tabac, la joie, l'émotion étaient indescriptibles... et le lieutenant de Lastours eut le joli geste de faire déposer au pied de la statue de Jeanne d'Arc les plus gros, parmi les bouquets qu'on lui avait offerts.

L'après-midi le canon tonna — de l'autre côté de la ville — la bataille de l'Aisne commençait... A l'heure où ces lignes sont imprimées — fin mars 1915 — nous entendons encore la grosse voix de nos pièces d'artillerie lourde : à différentes reprises les Taubes, les Aviaticks et les Zeppelins sont venus jeter leurs bombes sur la cité, sans faire heureusement grands dégâts; mais Compiègne est tranquille. Elle sait que jamais plus les Allemands n'entreront dans ses rues, et que la victoire est certaine.

L'histoire de l'occupation de Compiègne par les Allemands pendant la guerre 1914-1915, est close.



AFFICHES
apposées sur les murs de Compiègne

AUX HABITANTS DE COMPIÈGNE

Par suite d'un attentat commis par un civil de Margny contre un sous-officier allemand qui a été grièvement blessé et d'un autre attentat qui a causé la mort d'un cheval, M. de Seroux, adjoint au maire de Compiègne et M. le Barbier, ont été arrêtés et retenus comme otages.

S'il survient cette nuit un trouble ou un attentat contre des militaires allemands, ces messieurs seront fusillés demain matin.

Le plus grand calme est donc recommandé pour éviter toute extrémité fatale.

Compiègne, le 1er Septembre 1914.

L'adjoint au maire : MARTIN.

AVIS AUX HABITANTS

Pendant trois jours à compter d'aujourd'hui les cafés, débits de boissons et restaurants devront être fermés à partir de huit heures du soir.

Exception est faite pour les hôtels de la Cloche, du Palace et du Rond-Royal, dont l'accès est réservé aux officiers allemands.

Les habitants sont prévenus que l'autorité militaire allemande interdit formellement la destruction de tout approvisionnement de vivres, de fourrages, susceptible de pouvoir être consommé par les hommes ou les chevaux.

Toute infraction à cette interdiction amènera l'autorité allemande à frapper la ville d'une amende de 500.000 francs.

Dès maintenant, tout le pain fabriqué à Compiègne dans les boulangeries, sera exclusivement réservé aux troupes allemandes. Personne ne pourra en acheter tant que l'approvisionnement des soldats allemands ne sera pas assuré.

Si un soldat allemand est attaqué, blessé ou tué par un habitant, la ville sera incendiée.

Pour le maire absent :

L'adjoint, H. de SEROUX.

AVIS A LA POPULATION

Par ordre de l'autorité militaire, tous les détenteurs d'armes de toutes sortes devront les remettre sans retard à la caserne Jeanne-d'Arc sous peine d'être sévèrement punis. Les armes devront porter une étiquette portant le nom du propriétaire.

Il est rappelé que les cafés et débits de boissons devront être fermés tous les jours à huit heures du soir, à l'exception des restaurants et hôtels réservés aux officiers.

Il est encore rappelé aux habitants que toute discussion ou rixe avec un militaire allemand sera reprimée avec la dernière sévérité.

La valeur de 100 marks est fixée pour or français à 125 francs, et pour papier et argent, monnaie belge ou française, 135 francs.

PUBLICATION

Moi, le Commandant d'Etapes,
je me charge à partir de ce jour de l'Administration de l'Etape COMPIÈGNE, comprenant les localités suivantes :

COMPIÈGNE ET ENVIRONS

En cette qualité je confirme les autorités locales à la condition qu'elles exécutent stricte-

ment mes ordres, et je garantie à la population ma protection en tant qu'elle reste paisible.

Toute action préjudiciant les personnes de l'armée allemande, les installations de communication publique, les chemins de fer, le télégraphe et le téléphone, sera punie très sévèrement n'importe que cette action sera exécutée par des personnes de sexe mâle ou féminin.

A parreille punition s'exposera la commune sur le territoire de laquelle ces crimes se passent. Les communes seront responsables des malfaiteurs et auront à supporter les punitions les plus sevères.

Toute personne criminelle. mâle ou féminine, attrapée en flagrant, sera immédiatement fusillée.

Toute localité, où des personnes, de l'armée allemande seront traitreusement blessées, empoisonnées, ou tirées, sera immédiatement incendiée.

Toute tentative sera atteinte par les mêmes punitions.

Pour ménager les intérêts de la population paisible je fixerai conjointement avec les autorités locales les livraisons à faire. La population est tenue de suivre exactement les ordres des autorités locales.

Compiègne, le 4 Septembre 1914.

SABATH

AVIS AUX HABITANTS

A partir de ce soir, cafés, débits et restaurants devront être fermés à 6 heures du soir.

Les habitants de Compiègne sont prévenus qu'il leur est interdit de traverser l'Oise soit en barque, soit sur le pont de bateaux.

A partir de demain matin 5 septembre, les boulangers seront libres de délivrer du pain aux habitants.

Il est défendu aux habitants de donner aux militaires allemands des liqueurs fortes (absinthe, alcool, etc.), sous peine de 300 francs d'amende à chaque fois.

55-. . — Saint-Germain-lès-Corbeil. Imp. F. Leroy



